

**Association Axel'One**

Rond-Point de l'échangeur de Solaize – Les levées

69360 Solaize

Siret : 533 461 091 00027

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos le 31 décembre 2023*

*Ce rapport contient 20 pages*

\*\*\*\*\*

Aux membres de l'Association AXEL'ONE,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AXEL'ONE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association AXEL'ONE à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre Association perçoit des subventions d'exploitation et d'investissement versées par différents organismes publics et parapublics. Ces subventions annuelles ou pluriannuelles font l'objet de conventions. Les « notes sur le bilan » de l'annexe page 10 ainsi que les pages 14, 15 et 16 décrivent ces subventions et exposent les règles et méthodes comptables qui leur sont appliquées.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

### **Vérifications du rapport d'activité et des autres documents adressés aux Membres de l'Association**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Bureau et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association AXEL'ONE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dardilly,  
Le 27 mars 2024.

**Pour FIDEXTRA, commissaire  
aux comptes.**

**Hervé Durand, associé.**



## Bilan

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>ACTIF</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	137 193	79 016	58 177	26 253
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	2 893 944	1 762 358	1 131 586	921 743
Autres immobilisations corporelles	5 302 755	2 625 015	2 677 740	2 820 504
Immob. en cours / Avances et acomptes	3 851		3 851	7 819
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières	149 256		149 256	149 256
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>8 487 014</b>	<b>4 466 389</b>	<b>4 020 625</b>	<b>3 925 590</b>
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	2 002 053	3 500	1 998 553	1 691 786
Autres créances	951 371		951 371	1 286 193
Divers				
Valeurs mobilières de placement	200 000		200 000	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	450 462		450 462	724 893
Charges constatées d'avance	35 797		35 797	22 361
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>3 639 683</b>	<b>3 500</b>	<b>3 636 183</b>	<b>3 725 232</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>12 126 697</b>	<b>4 469 889</b>	<b>7 656 808</b>	<b>7 650 822</b>

## Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>PASSIF</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	165 533	33 203
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>127 063</b>	<b>132 330</b>
Subventions d'investissement	1 422 820	1 619 549
Provisions réglementées		
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>1 715 416</b>	<b>1 785 083</b>
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
<b>AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	406 098	298 923
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>406 098</b>	<b>298 923</b>
Fonds dédiés sur subventions		
Fonds dédiés sur autres ressources		
<b>FONDS DEDIES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts	62 723	212 779
Découverts et concours bancaires	746	678
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	63 468	213 457
Emprunts et dettes financières diverses	1 834 928	1 709 161
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 014 169	877 303
Dettes fiscales et sociales	510 743	585 370
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23 090	8 335
Autres dettes	4 926	14 400
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	2 083 970	2 158 790
<b>DETTES</b>	<b>5 535 294</b>	<b>5 566 816</b>
Ecart de conversion - Passif		
<b>ECARTS DE CONVERSION</b>		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>7 656 808</b>	<b>7 650 822</b>

## Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises						
Production vendue	5 894 388	93,32	5 288 075	93,28	606 312	11,47
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	319 593	5,06	278 412	4,91	41 181	14,79
Reprises et Transferts de charge	33 307	0,53	42 456	0,75	-9 149	-21,55
Cotisations	102 500	1,62	102 500	1,81		
Autres produits	196 730	3,11	159 204	2,81	37 526	23,57
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>6 546 517</b>	<b>103,64</b>	<b>5 870 647</b>	<b>103,56</b>	<b>675 870</b>	<b>11,51</b>
Achats de marchandises						
Variation de stock de marchandises						
Achats de matières premières						
Variation de stock de matières premières						
Autres achats non stockés et charges externes	4 236 909	67,08	3 816 218	67,32	420 692	11,02
Impôts et taxes	53 668	0,85	58 226	1,03	-4 558	-7,83
Salaires et Traitements	1 078 952	17,08	882 275	15,56	196 677	22,29
Charges sociales	410 486	6,50	324 696	5,73	85 790	26,42
Amortissements et provisions	863 387	13,67	834 798	14,73	28 589	3,42
Autres charges			2		-2	-98,74
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>6 643 403</b>	<b>105,18</b>	<b>5 916 216</b>	<b>104,36</b>	<b>727 187</b>	<b>12,29</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-96 886</b>	<b>-1,53</b>	<b>-45 569</b>	<b>-0,80</b>	<b>-51 317</b>	<b>112,61</b>
Opérations faites en commun						
Produits financiers	10 469	0,17	376	0,01	10 094	NS
Charges financières	648	0,01	1 252	0,02	-604	-48,22
<b>Résultat financier</b>	<b>9 821</b>	<b>0,16</b>	<b>-876</b>	<b>-0,02</b>	<b>10 697</b>	<b>NS</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>-87 065</b>	<b>-1,38</b>	<b>-46 445</b>	<b>-0,82</b>	<b>-40 620</b>	<b>87,46</b>
Produits exceptionnels	10 222	0,16	110 286	1,95	-100 064	-90,73
Charges exceptionnelles			48 149	0,85	-48 149	-100,00
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>10 222</b>	<b>0,16</b>	<b>62 137</b>	<b>1,10</b>	<b>-51 915</b>	<b>-83,55</b>
Impôts sur les bénéfices	-203 905	-3,23	-116 638	-2,06	-87 267	74,82
Report des ressources non utilisées						
Engagements à réaliser						
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>127 063</b>	<b>2,01</b>	<b>132 330</b>	<b>2,33</b>	<b>-5 267</b>	<b>-3,98</b>
Contribution volontaires en nature						
Bénévolat						
Prestations en nature						
Dons en nature						
<b>Total des produits</b>						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Personnel bénévole						
<b>Total des charges</b>						

## Annexe

Désignation de l'association : AXEL'ONE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 7 656 808 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 127 063 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 22/01/2024 par les dirigeants de l'association.

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

\* Concessions, logiciels et brevets : de 1 à 4 ans

\* Installations techniques :

\* Matériel et outillage industriels : de 2 ans et 6 mois à 15 ans

\* Installations générales, agencements et aménagements divers : 15 ans

\* Matériel de bureau : 1 an et 6 mois à 4 ans

\* Matériel informatique : 1 an et 6 mois à 4 ans

\* Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.



## Annexe

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

### Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,2 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux de rotation du personnel : 4 %
- Table de taux de mortalité : INSEE 2021

## Faits caractéristiques

## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	98 554	38 639		137 193
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>98 554</b>	<b>38 639</b>		<b>137 193</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 366 372	527 572		2 893 944
- Installations générales, agencements aménagements divers	4 291 735	160 608		4 452 343
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	753 165	97 247		850 412
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes	7 819		3 968	3 851
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>7 419 090</b>	<b>785 428</b>	<b>3 968</b>	<b>8 200 550</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	15			15
- Prêts et autres immobilisations financières	149 256			149 256
<b>Immobilisations financières</b>	<b>149 271</b>			<b>149 271</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>7 666 916</b>	<b>824 066</b>	<b>3 968</b>	<b>8 487 014</b>

## Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	38 639	785 428		824 066
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>	<b>38 639</b>	<b>785 428</b>		<b>824 066</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		3 968		3 968
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>		<b>3 968</b>		<b>3 968</b>

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	72 302	6 714		79 016
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>72 302</b>	<b>6 714</b>		<b>79 016</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 444 629	317 730		1 762 358
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 600 423	341 457		1 941 880
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	623 973	59 162		683 135
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>3 669 024</b>	<b>718 349</b>		<b>4 387 373</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>3 741 326</b>	<b>725 063</b>		<b>4 466 389</b>

Dispositif de sur-amortissement de la Loi pour la croissance et l'activité

## Notes sur le bilan

L'association a acquis en 2015, en 2016 et 2017 du matériel éligible au dispositif du sur-amortissement Macron. Ceci lui a permis de bénéficier d'une déduction fiscale de 2 278 euros au titre de l'exercice 2023, incluse dans le résultat fiscal de l'exercice.

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 138 477 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	149 256		149 256
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 002 053	2 002 053	
Autres	951 371	951 371	
Charges constatées d'avance	35 797	35 797	
<b>Total</b>	<b>3 138 477</b>	<b>2 989 221</b>	<b>149 256</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

#### Créances diverses

Il est précisé que les créances diverses incluent :

- des sommes restant à encaisser provenant de SMAPI pour 33 513 euros,
- des sommes restant à encaisse provenant de l'Europe (C123) pour 75 675 euros,
- des sommes restant à encaisse provenant de BPI France (Prisma) pour 297 765 euros,
- des sommes restant à encaisse provenant de l'Europe (ABC4i) pour 172 718 euros,
- des sommes restant à encaisse provenant de l'Etat (FOMOF) pour 77 670 euros,
- des sommes restant à encaisse provenant de l'Europe (RHEPLACE) pour 41 053 euros,

soit un total de 698 395.245 euros correspondant à des produits à recevoir relatifs à des subventions

## Notes sur le bilan

### Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	178 052
PAR Projet C123	38 675
PAR Subvention SMAPI	33 513
PAR Subvention BPI PRISMA	297 765
PAR sub. ABC4i	172 718
PAR. Sub FOMOF	77 670
PAR Sub. RHEPLACE	41 054
<b>Total</b>	<b>839 447</b>

## Provisions

### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisée de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions	298 923	134 824	27 649		406 098
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>Total</b>	<b>298 923</b>	<b>134 824</b>	<b>27 649</b>		<b>406 098</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		134 824	27 649		
Financières					
Exceptionnelles					

## Notes sur le bilan

### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 4 425 504 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	746	746		
- à plus de 1 an à l'origine	62 723	62 723		
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	725 138	725 138		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 014 169	1 014 169		
Dettes fiscales et sociales	510 743	510 743		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23 090	23 090		
Autres dettes (**)	4 926	4 926		
Produits constatés d'avance	2 083 970	2 083 970		
<b>Total</b>	<b>4 425 504</b>	<b>4 425 504</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	150 056			
(**) Dont envers les associés				

### Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	191 074
Frs immobil. - fact. non parvenues	23 090
Interets courus a payer	746
Dettes provis. pr congés à payer	76 650
Charges sociales s/congés à payer	29 327
Etat - autres charges à payer	2 000
Fomration continue	466
IJSS trop perçues	1 498
Taxe d'apprentissage	954
<b>Total</b>	<b>323 352</b>

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	35 797		
<b>Total</b>	<b>35 797</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PCA Prestations de services	1 565 189		
PCA Subvention PRISMA	124 132		
PCA Sub. ABC4i	194 504		
PCA Sub. FOMOF	78 929		
PCA Sub. Rheplace	66 216		
PCA	55 000		
<b>Total</b>	<b>2 083 970</b>		



## Notes sur le compte de résultat

### Chiffre d'affaires et ressources

#### Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2023
Cotisations Adhérentes	102 500
Prestations de services	5 894 388
<b>TOTAL</b>	<b>5 996 888</b>

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

**Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraire de certification des comptes : 13 000 euros

Honoraire des autres services : 4 000 euros

Mission complémentaire d'attestation CFS projets

#### Subventions d'exploitation

Subvention d'investissement :

Par dérogation à la réglementation ANC 2018-06, l'association a maintenu la comptabilisation de la reprise de subvention d'investissement en exploitation et non en exceptionnel, afin de donner une image "économique" plus.

#### Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	36 420	69 248	20 000		193 925	319 593
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						<b>319 593</b>

Financier : BPI

Dans le cadre des projets industriels d'avenir, BPI, mandaté par l'Etat, a accordé une subvention de fonctionnement à l'association (projet PIAVE) pour un montant maximum de 922 420 euros et une avance remboursable d'un montant maximum de 922 420 euros.

Le montant des avances remboursables versées au 31 décembre 2020 a atteint son maximum, soit 922 420 euros.

Ces avances font l'objet d'un remboursement, dont le 1er versement a eu lieu en octobre 2021 pour un montant de 20 000 euros.

Les remboursements se sont poursuivis en 2022 et 2023 pour respectivement 110 000€ et 100 000€. Une renégociation de l'échéancier de remboursement a été actée pour 2024 avec pour effet un lissage des échéances.

Dans le cadre du projet de recherche et développement "PIA3 filières" dit PRISMA, dont le montant total du programme est estimé à 3 976 000 euros hors taxes, BPI, mandaté par l'Etat et la Région Auvergne Rhone-Alpes a accordé une avance remboursable d'un montant total de 496 275 euros :

## Notes sur le compte de résultat

- 198 510 euros en septembre 2021
- 198 510 euros en janvier 2023
- 99 255 euros à l'achèvement des travaux

L'association bénéficie également de la part de l'union Européenne pour le programme "ABC4" d'une subvention de 325 610 euros répartie de la façon suivante :

- 91 840 euros d'avance remboursable.
- 233 770 euros de subvention de fonctionnement.

Un premier versement d'avance remboursable de 20 350€ a été perçu en 2023.

La QP de subvention affecté aux dépenses 2023 a été de 39 265.56€.

L'association bénéficie également de la part de la région Auvergne Rhône alpes pour le programme "PRISMA" d'une subvention de 1 488 825 euros répartie de la façon suivante :

- 1 026 372 euros de subvention d'investissement.
- 462 453 euros de subvention de fonctionnement.

La quote-part de subvention d'investissement inscrite au compte de résultat au titre de l'année 2023 s'élève à 77 935.09 euros.

Financier : REGION AUVERGNE RHONE-ALPES

Une subvention d'investissement IRICE a été attribuée à l'association pour un montant maximal de 1 200 000 euros selon dépenses réalisées, dont 17 647 euros ont été inscrits au bilan au titre de l'exercice 2015, 345 942 euros au titre de 2016, 516 824 euros au titre de 2018, 319 587 euros au titre de 2019, soit la totalité de la subvention d'investissement.

La quote-part de subvention inscrite au compte de résultat au titre de l'année 2023 s'élève à 77 884.56 euros.

Financier : Europe

L'association a signé une convention avec l'Europe pour le projet C123 ayant débuté en 2019 pour un total de 467 500 euros.

Il a été consommé :

- 135 989 euros au 31 décembre 2019,
- 153 299 euros au 31 décembre 2020,
- 108 791 euros au 31 décembre 2021.
- 69 421 euros au 31 décembre 2022.

Soit une consommation de la totalité de la subvention au 31.12.2022.

Une subvention complémentaire 37 000€ a été octroyée en 2023 et sera utilisée en 2024.

L'association a signé une convention avec l'Europe pour le projet RHEPLACE ayant débuté en 2023 pour un total de 102 634 euros.

Il a été consommé :

- 36 419 euros au 31 décembre 2023,

Financier: REGION AUVERGNE RHONE ALPES

La Région Auvergne Rhône Alpes a accordé une subvention de fonctionnement pour le projet SMAPI pour un montant maximum de 230 133 euros sur la période mars 2020 à juillet 2023.

Il a été consommé :

- 62 924 euros au 31 décembre 2020,
- 129 366 euros au 31 décembre 2021.
- 40 303 euros au 31 décembre 2022.

Soit une consommation de la totalité de la subvention au 31.12.2022.

A noter qu'en complément de cette subvention de fonctionnement, l'association a bénéficié d'une subvention d'investissement de 105 000 euros.

La quote-part de subvention inscrite au compte de résultat au titre de l'année 2023 s'élève à 27 577 euros.

La Région Auvergne Rhône Alpes a accordé une subvention de fonctionnement exceptionnelle pour le projet "SOLSTICE" pour un montant maximum de 20 000 euros sur la période 2023.

Financier : ARMEE

L'armée a accordé une subvention de fonctionnement exceptionnelle pour le projet "FOMOF" pour un montant maximum de 110 957 euros sur la période débutant en 2023.

## Notes sur le compte de résultat

Il a été consommé :

- 32 028 euros au 31 décembre 2023,

## Charges et Produits exceptionnels

### Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		4 500
Autres produits		5 722
<b>TOTAL</b>		<b>10 222</b>

## Résultat et impôts sur les bénéfices

	Montant
<b>Base de calcul de l'impôt</b> Taux Normal - 25 % Taux Réduit - 15 % Plus-Values à LT - 15 % Concession de licences - 10 % Contribution locative - 2,5 % Contribution temporaire de solidarité - 33%	
<b>Crédits d'impôt</b> Compétitivité Emploi Crédit recherche et recherche collaborative Crédit formation des dirigeants Crédit apprentissage Crédit famille Investissement en Corse Crédit en faveur du mécénat	203 905
<b>Autres imputations</b>	

## Autres informations

### Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Engagement en matière de pensions et retraites :

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement retraite. L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode (méthode rétrospective prorata temporis) tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Elle est réputée fixée à l'initiative du salarié.

Elle est basée sur la dernière rémunération annuelle au 31 décembre 2023, sur l'âge, sur l'ancienneté actuelle et celle supposée lors du départ en retraite et sur les droits à indemnités acquis à cette date, en fonction de la législation en vigueur, après application de coefficients venant de tables statistiques générales.

Sur la base de ces hypothèses, le montant de l'engagement au 31 décembre 2023 s'élève à 35 939.90 €, y compris les charges sociales et n'est pas comptabilisé en provision pour charges.

### Contributions volontaires

	N	N-1
<b>Ressources</b>		
Bénévolat		
Prestations en nature	146 390	170 639
Dons en nature		
<b>Total</b>	<b>146 390</b>	<b>170 639</b>
<b>Emplois</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
<b>Total</b>		

Au titre de l'exercice comptable 2023, l'association AXEL'ONE a perçu les contributions volontaires de certains de ses membres fondateurs à hauteur des montants indiqués dans le tableau de synthèse ci-après. La nature et montant de ces mises à disposition gratuite de services de janvier à décembre 2023 est détaillé dans la suite du document pour chaque membre.

#### BILAN DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

ADISSEO 12.600 €

ELKEM : 4.200 €

IFPEN : 90.698 €

LIP : 6.632 €

SOLVAY : 32 800 €

TOTAL : 146.930 €